

GROUPE SCOLAIRE NOTRE DAME DES MISSIONS
4 rue du Président Kennedy
94220 CHARENTON LE PONT

Réaménagement et agrandissement du lycée

Cahier des Clauses Techniques et Particulières
C. C. T. P.

Lot n° 00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES



MAÎTRISE D'OUVRAGE :

OGEC Notre Dame des Missions Saint Pierre
4 rue du Président Kennedy
94220 CHARENTON LE PONT
☎ 01 43 68 05 28 - Fax 01 48 93 57 39

MAÎTRISE D'ŒUVRE :

<p style="text-align: center;">ED Architectes 11 rue Jouvenet 75016 PARIS ☎ 01 44 14 95 00 - Fax : 01 44 14 95 15 peskine@edarchitectes.net piron@edarchitectes.net</p>	<p style="text-align: center;">B. E. T P.CÉ TECH 8 quai Bir Hakeim 94410 SAINT MAURICE ☎ 01 45 11 76 00 – Fax : 01 45 11 76 01 p.cetech@wanadoo.fr</p>
<p style="text-align: center;">B. E. T. SATES 12 imp. des Terrasses de Seine 91450 Soisy-sur-Seine ☎ 01 69 89 07 38 - Fax : 01 60 75 77 82 sates@wanadoo.fr</p>	<p style="text-align: center;">BET Structure Jean-Pierre Miécaze 47 rue de Charenton 75012 Paris ☎ 01 44 73 40 50 - Fax. : 01 44 73 40 30 jpm-cofer@wanadoo.fr</p>
<p style="text-align: center;">Fondations Spéciales ROCSOL 36 rue d'Estienne d'Orves 92120 Montrouge ☎ 01 42 53 18 18 – Fax : 01 42 53 53 20 rocsol@free.fr</p>	<p style="text-align: center;">Paysagiste OUTSIDE 27, rue de Lozère 91400 ORSAY ☎ 01 60 14 47 84 – Fax : 01 69 31 07 98 outside@outsidepaysage.com</p>
<p style="text-align: center;">Bureau de contrôle BTP Consultants La Centrale 2 460 La Courtine 93194 Noisy-le-Grand Cedex ☎ 01 55 85 17 60 - Fax : 01 55 85 17 78 eric.fimbel@btp-consultants.fr</p>	<p style="text-align: center;">SPS DEKRA Conseil HSE 34-36 rue Alphonse Pluchet BP 200 - 92225 Bagneux cedex ☎ 01 55 48 22 21 - Fax : 01 55 48 22 90 joaquim.lopes@dekra.com</p>

SOMMAIRE

1 - GENERALITES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETATS	4
1.01 - Objet des CCTP	4
1.02 - Consistance du document - Avertissement aux entreprises	5
1.03 - Décomposition en lots	5
1.04 - Pièces composant le dossier marche	6
1.05 - Caractère global et forfaitaire du marché	6
1.06 - Planning - tranches de travaux.	6
1.07 - Textes de références	7
1.08 - Vérification des cotes - implantation	7
1.09 - Prestations	7
1.10 - Bureau de contrôle et Coordinateur Sécurité - Prévention - Santé	8
1.11 - Prise de possession du chantier	8
1.12 - Alimentation en eau - Electricité - Air comprimé	9
1.13 - Clôture du chantier	9
1.14 - Panneau de chantier	10
1.15 - Organisation du chantier	10
1.16 - Bureau de chantier	11
1.17 - Nettoyages - Gravois	12
1.18 - Réservations - Trous - Scellements - Raccords	12
1.19 - Vestiaires - Lavabos - W-C - Réfectoire	14
1.20 - Bruits de chantier	14
1.21 - Matériaux - appareils - ouvrages	14
1.22 - Matériel outillage équipement	14
1.23 - Traits de niveaux	15
1.23.1 - Extérieurement	15
1.23.2 - Intérieurement	15
1.24 - Etudes	15
1.25 - Frais de tirages	16
1.26 - Coordination entre entreprises	16
1.27 - Sécurité sur site	16
1.28 - Transports et levages	17
1.29 - Essais en laboratoire	17
1.30 - Compte prorata	18
1.31 - Vols - Détournements	18
1.32 - Echantillons	18

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		2/22

1.33 - Trace intérieur	19
1.34 - Echafaudages	19
1.35 - Dispositifs de sécurité	19
1.36 - Essais des installations	19
1.37 - Protection des ouvrages	20
1.38 - Brevets	20
1.39 - Qualification et Gestion de la qualité	20
1.39.1- Qualification	20
1.39.2- Gestion de la qualité	21
1.40 - Témoins techniques et commerciaux	21
1.41 - Fourniture des documents par l'entrepreneur	21

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		3/22

1 - GENERALITES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETATS

1.01 - Objet des CCTP

Les présents CCTP ont pour objet la description des travaux et ouvrages nécessaires pour le réaménagement et l'agrandissement du **Lycée Notre Dame des Missions pour le compte de l'OGEC NOTRE DAME DES MISSIONS ST PIERRE**, répartis comme suit :

a/ **Sous sol**

Bâtiment neuf

- Amphithéâtre
- Local archives
- Local rangement
- Atelier

b/ **Rez de chaussée bas**

Bâtiment neuf

- Amphithéâtre
- Hall
- Sanitaires
- Vestiaires
- Locaux techniques

c/ **Rez de chaussée haut**

Bâtiment neuf

- Salles de classes
- Salle de travail
- Sanitaires

Bâtiment existant

- Accueil

d/ **Niveau 1**

Bâtiment neuf

- Salles de classes
- Sanitaires collectifs

Bâtiment existant

- Accès R+2
- Bureau surveillant
- Bureaux et salle d'attente

e/ **Niveau 2**

Bâtiment neuf

- Salles de classes
- Salle de répétition

f/ **Aménagements extérieurs**

- Murets, soutènements, emmarchement, rampe, etc.
- Garage vélos

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		4/22

- Revêtement de parking et cours
- Passerelle métallique (R+1)
- Espaces verts

Obligations et conformités :

a) Sécurité

Cette opération est classée comme suit :

- **L'établissement est classé en 2^{ème} catégorie de type R**

Entres autres, le désenfumage : Règlement de sécurité contre l'incendie et les risques de panique dans les E.R.P. (arrêtés du 25/06/80, du 02/02/93 et du 03/05/99).

b) Acoustique

L'opération est soumise à la **Nouvelle Réglementation Acoustique** se rapportant aux établissements d'enseignements et l'arrêté du 25 avril 2003.

c) Thermique

L'opération est soumise à la **Réglementation Thermique 2005**

- Rapport joint au dossier

d) Labels, marques et certifications – sans objet

La construction et les divers aménagements seront réalisés en conformité avec les dispositions réglementaires correspondantes à ces classements, ainsi qu'aux réglementations de la **Ville de CHARENTON LE PONT**

1.02 - Consistance du document - Avertissement aux entreprises

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) rassemble les données, prescriptions, caractéristiques, performances et spécifications, d'ordre technique, que le Maître d'œuvre a jugé nécessaire de formuler en complément des règles de l'art, pour s'assurer de la bonne exécution des travaux dans le cadre des objectifs fixés par le Maître de l'ouvrage.

Quelque soit la forme du marché, tout intervenant (entreprise, consultant, bureau de contrôle, etc.) et ses sous-traitants, appelé à participer à la construction de l'ouvrage à quelque titre que ce soit et quelque soit sa relation contractuelle, est tenu d'avoir pris parfaite et entière connaissance, dans sa totalité, du CCTP et des plans joints, dont la liste est indiquée en annexe au C.C.A.P. (Cahier des Clauses Administratives Particulières).

1.03 - Décomposition en lots

LOT 00	PRESCRIPTIONS COMMUNES
LOT 01	DESAMIANPAGE - DEMOLITION
LOT 02	INJECTIONS - FONDATIONS SPECIALES
LOT 03	TERRASSEMENTS GENERAUX
LOT 04A	STRUCTURE B.A – GROS OEUVRE
LOT 04B	MACONNERIES - COMPLEMENTS GROS OEUVRE- CHAPES
LOT 04C	ECHAFAUDAGES
LOT 05	CHARPENTE BOIS

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		5/22

Fait par Jean-Jacques Tiffonnet

LOT 06	COUVERTURE ZINC
LOT 07	ETANCHEITE
LOT 08	MENUISERIES EXT. - OCCULTATIONS - VERRIERES -- MURS RIDEAUX
LOT 09A	CLOISONS - DOUBLAGES
LOT 09B	FAUX PLAFONDS
LOT 10	RAVALEMENT - ISOLATION
LOT 11	SERRURERIE - METALLERIE
LOT 12	CARRELAGE - SOLS DURS - FAIENCE
LOT 13	SOLS SOUPLES
LOT 14A	MENUISERIES INTERIEURES
LOT 14B	PARQUETS
LOT 14C	EQUIPEMENT DE L'AMPHITHEATRE
LOT 15	PEINTURE – REVETEMENTS MURAUX
LOT 16	ASCENSEUR
LOT 17	ESPACES VERTS
LOT 18	ELECTRICITE
LOT 19	CHAUFFAGE
LOT 20	PLOMBERIE
LOT 21	VMC

1.04 - Pièces composant le dossier marche

Pour mémoire : Voir C.C.A.P.

1.05 - Caractère global et forfaitaire du marché

Les documents écrits et graphiques fournis aux entreprises ont pour but de renseigner les entrepreneurs sur la nature et la localisation des ouvrages à exécuter. Ils sont réalisés au stade DCE.

Le projet comportant les documents d'exécution et de synthèse complémentaires et les plans de fabrication seront réalisés par l'entreprise.

Tous les prix remis comprennent la valeur de toutes les sujétions et prescriptions d'exécution telles qu'elles résultent des différents documents contractuels, lois, décrets, arrêtés et leurs circulaires d'application régissant la construction, de la situation des locaux, des exigences du calendrier d'exécution, du respect des règles de sécurité édictées par le Ministère du Travail ou autre organisme de prévention d'accidents du travail. Aucun supplément n'est admis pour respect et mise en conformité aux documents, règles et avis précités. En conséquence, l'adoption d'un prix unitaire, pour le règlement des travaux supplémentaires comprend ces sujétions et ne peut être affectée d'autre plus value qu'elles qu'en soient la quantité ou la situation de l'ouvrage pour lequel elle est appliquée.

Il est rappelé qu'après la remise de son offre, l'entreprise ne pourra prétendre à réclamation sur les quantités ou prix unitaires qu'elle aura porté au détail estimatif. Ce document n'étant pas contractuel et les prix d'œuvre qu'il contient servant seulement à établir les situations mensuelles ainsi que les prix des travaux supprimés et/ou supplémentaires.

Les entreprises doivent réaliser toutes les études techniques nécessaires à la réalisation de leurs travaux et devront avoir une parfaite connaissance du site et de ses contraintes.

1.06 - Planning - tranches de travaux.

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		6/22

L'Entrepreneur prend toutes ses dispositions pour exécuter les travaux suivant le planning d'exécution. Il ne pourra réclamer aucun supplément du fait de difficultés qu'apporteraient les tranches et phases de travaux puisqu'il a pleine connaissance des lieux et du dossier qui comprend : les plans, les pièces Administratives et Techniques.

Il devra prévoir dans son prix toutes les sujétions de reprises, de conservations et de confortations des parties de constructions en attente d'une tranche ou phase à l'autre, nécessaires pour les travaux prévus, et tenir compte des sujétions quant à son installation de chantier.

1.07 - Textes de références

Tous les travaux seront exécutés suivant les : normes, D.T.U., R.E.E.F., CAHIERS du C.S.T.B. et tous les règlements en vigueur de quelque nature qu'ils soient applicables à chaque corps d'état à la date de signature du marché. L'Entrepreneur devra se référer et tenir compte des dispositions du C.C.A.P., et de toutes autres clauses des pièces contractuelles.

1.08 - Vérification des cotes - implantation

L'Entrepreneur devra, avant le démarrage des travaux, vérifier toutes les implantations, les cotes, dessins, les plans des ouvrages existants et signaler immédiatement au Maître d'œuvre les erreurs ou omissions qu'il pourrait découvrir.

Faute par l'Entrepreneur de ne pas se conformer à ces prescriptions, il demeure entendu qu'il ne pourra présenter aucune réclamation à leur sujet, tant en ce qui concerne les documents communiqués, que les dessins d'exécutions, et restera entièrement responsable de toutes les erreurs relevées en cours d'exécution qui en résulteraient. Quoi qu'il en soit, le fait par l'Entrepreneur d'exécuter, sans en rien changer, suivant ce qui est dit aux paragraphes ci-dessus, les prescriptions des documents remis par le Maître d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de Constructeur.

L'entreprise devra toujours effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, par le géomètre expert désigné par la Maîtrise d'ouvrage, tous les tracés d'implantations de ses ouvrages suivant les plans et les instructions que le Maître d'œuvre lui donnera.

Dans le cas d'entreprises séparées pour les terrassements et les fondations, les Entrepreneurs de ces lots spéciaux devront faire effectuer, à leurs frais, par le géomètre expert, tous les tracés d'implantations nécessaires pour leurs travaux, et dans les mêmes conditions que le paragraphe ci-avant.

1.09 - Prestations

Les travaux de chaque corps d'état comprendront les ouvrages et fournitures nécessaires à l'achèvement complet du bâtiment projeté et des V.R.D., excepté les spécifications contraires du devis descriptif.

L'Entrepreneur pourra exposer, dans une annexe à sa soumission, les modifications qu'il propose d'apporter de sa propre initiative au devis descriptif pour l'emploi d'un système de construction qui lui paraît préférable à celui projeté sous réserve que le procédé exposé, à qualité égale, soit d'un prix inférieur au projet du Maître d'œuvre. Le cas échéant, il joindra à sa proposition une déclaration affirmant qu'il a bien et dûment la propriété industrielle du

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		7/22

procédé ou des équipements qu'il propose et que si cette propriété venait à lui être contestée, il garantit le Maître de l'ouvrage contre tous les recours qui pourraient être exercés, à ce sujet, par des tiers quelconques.

Les équipements et appareillages prescrits dans les logements et les parties communes, ne pourront être modifiés sans accord du Maître d'ouvrage.

L'Entrepreneur devra donc prévoir, outre les travaux décrits au devis descriptif, ceux découlant implicitement de l'exécution des bâtiments et V.R.D. suivant les plans remis et les obligations diverses.

1.10 - Bureau de contrôle et Coordinateur Sécurité - Prévention - Santé

Le bureau de contrôle en charge de cette opération est :

BTP Consultants

La Centrale 2
460 La Courtine
93194 - NOISY LE GRAND cedex

Mr. Eric FIMBEL

Tél. : 01 55 85 17 60 – Fax 01 55 85 17 78

E-mail : eric.fimbel@btp-consultants.fr

Le S.P.S. en charge de cette opération est :

DEKRA Conseil HSE

34-36 rue Alphonse Pluchet – BP200
92225 BAGNEUX cedex

Mr. Eric FIMBEL

Tél. : 01 55 48 22 21 – Fax 01 55 48 22 90

E-mail : jeanluc.merten@dekra.com

Toutes les Entreprises et sous-traitants sur ce chantier, auront à prendre en compte toutes les observations émises par le Bureau de Contrôle ou par le coordonnateur S.P.S., pour la bonne exécution des ouvrages.

1.11 - Prise de possession du chantier

Du fait de la remise de son offre, chaque entrepreneur est réputé s'être rendu sur les lieux du chantier pour connaître les dispositions des lieux, les possibilités d'accès. les dispositions qu'il a à prendre pour ses installations de chantier et ses stockages, les servitudes dues à l'environnement, aux règlements des voiries, etc...

En conséquence, il n'est jamais alloué de supplément quelconque pour sujétions inhérentes à la prise de possession du chantier qui, bien que non précisées ou imparfaitement précisées aux documents contractuels s'avèreraient nécessaires.

Lors de l'exécution des travaux, toutes les précautions seront prises, et les protections nécessaires réalisées pour qu'au jour fixé pour la réception, les abords et les ouvrages

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		8/22

existants et/ou créés soient laissés dans un parfait état de propreté sans gravois, détritux, matériaux, etc., et parfaitement remis en état.

Chaque entreprise assurera un nettoyage soigné, après réalisation de ses travaux. A la suite de sa dernière intervention si le nettoyage n'est pas effectué, le Maître d'œuvre pourra en exiger l'exécution.

1.12 - Alimentation en eau - Electricité - Air comprimé

L'entreprise du lot gros oeuvre devra faire son affaire personnelle du branchement provisoire:

- de l'eau
- de l'électricité
- des évacuations des E.U. et E.V. (avant toute intervention sur le chantier)

Pour tous les besoins du chantier, tant pour son entreprise que pour les besoins des autres corps d'état. Il lui appartient donc de prendre toutes les mesures et accords de toutes natures en connaissance de cause. Il contractera et signera toutes les polices et paiera directement la consommation d'eau, d'électricité et d'air comprimé.

La confection et l'installation des colonnes montantes provisoires, l'installation de niches pour les compteurs et la préservation de ceux-ci contre la gelée, le vol, etc..., sera à la charge de l'entreprise concerné suivant la norme NF P 03-001, Annexe A,B et C, et mise à jour.

L'éclairage de chantier réglementaire suivant la norme NF P 03-001 sera au lot Electricité.

Dans le cas où, pour des raisons imprévisibles, l'E.D.F. ne pourrait fournir l'électricité sur le chantier pour les besoins de toutes les entreprises, l'entreprise générale ou le mandataire commun du groupement ou l'entreprise du lot G.O. en corps d'état séparés, devra louer à ses frais un groupe électrogène.

1.13 - Clôture du chantier

L'entreprise de gros oeuvre devra la réalisation de la clôture et son entretien pendant la durée des constructions projetées, conformément aux règlements de Police actuellement en vigueur. Cette clôture (imputée au compte prorata), sera réalisée en bac acier aux couleurs imposées par la Ville.

Il fera, à ce sujet, toutes les démarches auprès des Services intéressés pour obtenir les autorisations et, éventuellement, pour la circulation et le stationnement de ses camions, ainsi que ceux des autres entreprises appelées à collaborer à l'édification des bâtiments.

Il prendra à sa charge tous les frais et redevances diverses, résultant des permissions de voirie obtenues pour les clôtures, dépôts de matériaux, droits de voiries, etc...

L'Entrepreneur du lot Gros œuvre, ne pourra prétendre à aucune indemnité supplémentaire pour toutes palissades, trottoirs provisoires. etc..., qui pourraient être nécessaires à la suite de la stricte application des règlements de Police, tant sur les barrières, les échafaudages et les différents engins de levage mis en œuvre sur le chantier, et autres. De plus, il devra assurer, si nécessaire, la surveillance de la voie publique pendant certains travaux dangereux, et notamment s'il y a emploi d'explosifs, pour la sortie et la rentrée des camions en cas de nécessité provoquée par l'intensité de la circulation et tous les nettoyages

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		9/22

nécessaires des voies publiques salies par ses transports ou ceux des autres corps d'état (enlèvement de terres et de pierres, en particulier).

L'Entrepreneur devra la réparation par ses soins du sol des voies publiques détérioré par ses travaux et ceux des autres corps d'état. Dans le cas où les Services Municipaux désireraient procéder eux-mêmes à l'exécution de ces réparations. Le paiement à ces Services serait assuré par l'Entrepreneur.

Les réparations sont strictement limitées aux dégradations causées par les entreprises travaillant sur le chantier.

1.14 - Panneau de chantier

Il sera prévu l'installation d'un panneau de chantier à la charge du lot gros œuvre, avec indication du Maître d'ouvrage, de l'Aménageur, du Maître d'œuvre de conception, du Maître d'œuvre d'exécution, du Bureau de Contrôle, du Coordonnateur SPS et des entreprises travaillant sur le chantier, avec spécification des adresses, numéros de téléphone et lots attribués. Il pourra y être intégré une perspective du projet.

Il sera également inscrit le numéro de dépôt de Permis de Construire avec la date de délivrance de celui-ci.

Ce panneau sera imposé par le Maître d'œuvre. la réalisation et la pose en seront faites par l'entreprise générale ou le mandataire commun du groupement, ou le lot G.O. en corps d'état séparés.

- Dimensions du panneau : 3,00 x 3,00 m.

1.15 - Organisation du chantier

L'entreprise de gros oeuvre établira les installations générales de chantier à sa charge, conformément aux demandes du Coordonnateur SPS (P.G.C.).

Il établira aussi, et présentera, pour approbation au Maître d'œuvre et validation du Coordonnateur SPS, dans un délai de 15 jours un plan d'organisation du chantier dans lequel il tiendra compte :

- des délais imposés pour l'exécution de ses travaux et des corps d'état secondaires, suivant le planning joint au Marché et compte tenu des dispositions du C.C.A.P..
- de ses propres besoins d'installation de chantier
- de ceux des autres corps d'état qu'il est tenu de consulter à cette fin.

Les autres corps d'état devront examiner et donner leurs besoins et leurs délais selon planning, dès que la demande leur en sera faite par l'entreprise générale ou par le mandataire commun (lot Gros Œuvre) en corps d'état séparés.

Toutes les entreprises signeront ledit plan ou à défaut enverront par lettre RAR à l'entreprise générale ou le mandataire commun du groupement leurs observations dans les 10 jours suivant l'affichage et la diffusion du plan. Faute de quoi elles ne pourront ensuite se prévaloir d'une organisation de chantier défectueuse susceptible de gêner la bonne marche de leurs propres travaux.

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		10/22

L'accès au chantier se fera suivant le plan général de coordination en matière sécurité et de protection de la santé, établi par le coordonateur.

Les Entrepreneurs pourront aménager leurs magasins dans les locaux prévus en sous-sols, à titre d'emplacements provisoires, sous réserve d'accord du Maître d'œuvre. Ils devront en assurer la fermeture, étant bien entendu que le sous-sol utilisé devra être libéré sur ordre du Maître d'œuvre selon indications du planning.

Le Maître d'œuvre désignera les lieux et les délais d'occupation possibles.

Il sera interdit de stocker des matériaux dans les locaux aménagés. Dans le cas où les entreprises n'observeraient pas cette clause, le Maître d'œuvre fera débarrasser ces pièces par qui il souhaitera, aux frais de l'entreprise fautive, au cas où elles ne débarrassent pas elle-même ces pièces, après injonction du Maître d'œuvre.

Les travaux de réfection des dégradations et de nettoyage, seront à la charge de l'entreprise concernée.

Les entreprises devront tenir compte et respecter les surcharges maxima admissibles sur les planchers, suivant indications et autorisations du lot G.O. et du Maître d'œuvre.

1.16 - Bureau de chantier

Le bureau de chantier, mis à la disposition exclusive du Maître d'œuvre, pour la direction générale, sera construit par l'entreprise du lot gros oeuvre. Les frais d'installation, de démontage, d'entretien, de location de chauffage, d'éclairage, etc, découlant de l'usage de ces bureaux seront assurés par ses soins.

Le bureau, qu'il soit construit sur place en éléments préfabriqués ou autres, devra avoir une superficie utilisable de 20 m² environ. Il devra comporter un sol lavable et une porte fermant à clé et être suffisamment éclairé par une fenêtre (1/6 de la surface).

La couverture devra comporter une sous toiture isolante et le local sera chauffé.

Les murs seront, soit enduits, pourvus d'un revêtement tel que PLACOPLATRE et recevront au moins, un papier collé ou une peinture de finition. Ils devront toujours être exempts de salissure.

Le Maître d'œuvre pourra, s'il le juge nécessaire, demander la réfection des peintures et autres.

Le mobilier comprendra obligatoirement :

- une table centrale d'environ 12 m² et des sièges en nombre suffisant pour organiser les réunions de chantier,
- un casier permettant le classement de plans ou autres documents
- une armoire fermant à clé, permettant de classer et ranger tous les plans et autres documents relatifs à la construction en cours, et les mettre à l'abri de la poussière et d'une destruction accidentelle.

Ce bureau devra être aussi équipé de deux lignes téléphoniques avec un fax et un appareil téléphonique relié au réseau concessionnaire, avec amplificateur de sonnerie sur l'extérieur. Ce bureau sera également équipé d'un photocopieur.

L'entreprise générale ou le mandataire commun du groupement ou du lot G.O. en corps d'état séparés, devra aussitôt la signature des Marchés faire une demande à France

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		11/22

Télécom, pour l'installation téléphonique (téléphone et télécopie) et envoyer une copie de la demande au Maître d'œuvre.

Observations :

- Le bureau, si la fonctionnalité le permet, pourra être prévu dans un local, sous réserve de l'approbation du Maître d'œuvre et seulement dans le cas où la place disponible extérieurement à l'emprise des bâtiments ne permet pas de réaliser le bureau tel qu'il est décrit précédemment.
- D'autre part, le bureau devra toujours avoir les commodités et le mobilier nécessaires.
- Dans le cas où celui-ci serait dans un local, l'entrepreneur devra rendre libre ce local, à la demande du Maître d'œuvre, et transmuter le bureau de chantier dans un endroit qui lui sera désigné par lui, aussi souvent que des impératifs majeurs et l'avancement du chantier l'obligeront. Tous les dégâts provoqués éventuellement par l'usage des lieux seront réparés.
- Les sanitaires (WC et lavabos) devront être prévus pour les bureaux de Maîtrise d'œuvre et de Maîtrise d'ouvrage.

1.17 - Nettoyages - Gravois

Le chantier devra être tenu en parfait état de propreté. Un nettoyage général hebdomadaire sera régulièrement effectué la veille du jour du rendez-vous du Maître d'œuvre pour en permettre le contrôle. Les gravois provenant des nettoyages seront enlevés immédiatement aux décharges publiques, ainsi que tous les déchets.

Le Maître d'œuvre exigera un chantier net, débarrassé de tous déchets de bois, principalement ceux garnis de clous et tous matériaux et matériels inutilisables qui devront être regroupés dans des points précis, dans des bennes imputés au compte prorata.

Le nettoyage sera effectué par l'entreprise générale ou par le lot Gros Œuvre en corps d'état séparés, jusqu'à la fin du chantier, à ses frais.

Les entrepreneurs des différents corps d'état auront à leur charge le nettoyage des locaux, la descente et l'enlèvement des gravois de leurs propres travaux jusqu'aux bennes prévues pour leurs évacuations par l'entreprise générale ou par le lot Gros Œuvre en corps d'état séparés.

Le lot Cloisons - Doublages devra fournir ses propres bennes afin d'évacuer ses déchets.

Les gravois de provenance indéterminée seront évacués, sur ordre de service du Maître d'œuvre, par l'entreprise générale ou par le lot Gros Œuvre en corps d'état séparés.

Les gravois de provenance déterminée qui ne seraient pas évacués par l'entreprise intéressée en temps voulu et à la demande du Maître d'œuvre seront évacués par l'entreprise générale ou par le lot Gros Œuvre en corps d'état séparés, en tenant compte que les frais en découlant seront imputés au compte de l'entreprise responsable.

1.18 - Réservations - Trous - Scellements - Raccords

L'entrepreneur du lot gros œuvre est tenu d'exécuter tous les scellements, percements et raccords nécessités par les travaux de son corps d'état.

Il devra également réserver les feuillures pour la pose des menuiseries ou bien il devra la taille après coup.

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		12/22

Le lot Gros œuvre devra prévoir, en plus dans son prix, les trous réservés, les percements, scellements, raccords, calfeutrements, tant au plâtre qu'au ciment, pour les entreprises suivantes :

- Lot Menuiseries Extérieures : à l'exception des spitages des bâtis
- Lot Menuiseries Intérieures : à l'exception des spitages des huisseries et bâtis
- Lot Serrurerie : à l'exception des spitages

Pour les travaux des autres lots non énumérés ci-avant :

- Les entrepreneurs devront prévoir, à leur charge, l'exécution complète des trous de scellements et calfeutrements, raccords et rebouchages des trémies pour les travaux de leur spécialité.
- Les corps d'états seront tenus de remettre en temps utile, les plans des trous de réservations, passages, niches, etc, à réserver pour leurs ouvrages dans le béton par l'entrepreneur du lot gros œuvre. L'entreprise donnant ses réservations de trous avec retard en subira toutes les conséquences techniques et financières.
- Les raccords non acceptés par le Maître d'œuvre, qui ont été exécuté par un corps d'état, seront repris par l'entreprise concernée et à défaut, par l'entreprise de gros œuvre au frais de ce corps d'état.
- Le Maître d'œuvre se réserve formellement le droit de refuser tous percements dangereux pour l'ouvrage et toutes solutions de remplacement qui seraient techniquement insuffisantes. Il sera pris toutes les dispositions nécessaires, aux frais et sous la seule responsabilité de l'entreprise responsable, pour aboutir à une solution validée par le Maître d'œuvre et le bureau de contrôle.

Il est précisé à toutes les entreprises des corps d'état secondaires, sauf celles désignées aux alinéas ci-avant, que tous les scellements, raccords et calfeutrements devront être exécutés par leurs soins avant l'exécution de tous les enduits.

Ces scellements, raccords et calfeutrements seront exécutés par le lot gros œuvre, à la charge de chaque corps d'état intéressé, si les enduits sont déjà réalisés.

Pour tous les corps d'état non désignés aux alinéas ci-avant, les dérogations éventuelles seront à l'appréciation du Maître d'œuvre. Il est précisé aux entreprises que tous les bouchages des trémies, dans les gaines réservées aux canalisations, seront entièrement rebouchées par le lot gros œuvre de la même épaisseur que les planchers et en reconstituant le degré coupe-feu suivant les règlements en vigueur.

Le lot ascenseur doit tous les travaux de cet article, y compris les calfeutrements de ses habillages au mortier de ciment ou autres suivant les règles de l'art.

Pour éviter toutes contestations pendant le cours des travaux, le lot Cloisons - Doublages exécutera tous les calfeutrements dans ses cloisons et de toutes les canalisations en sorties de gaines, dont la pose aura été assurée avant le montage de ces gaines. Dans le cas où les canalisations seraient posées après coup, l'entreprise du lot Cloisons devra réaliser tous les calfeutrements de ses cloisons aux droits des tuyauteries et les frais relatifs à ces calfeutrements seront imputés au compte des entreprises responsables de l'exécution après coup de leurs canalisations.

L'entreprise du lot gros œuvre assurera la pose (sous sa responsabilité) de toutes les huisseries et mannequins nécessaires au lot menuiserie intérieure.

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		13/22

1.19 - Vestiaires - Lavabos - W-C - Réfectoire

L'entrepreneur du lot gros oeuvre installera, assurera le nettoyage et enlèvera les installations des WC, vestiaires, lavabos et réfectoire, exigés par les règlements de l'Inspection du Travail et précisés par le coordonnateur S.P.S.

Les frais de location et d'entretien seront à la charge du mandataire de l'entreprise générale ou par l'entreprise du lot Gros Œuvre.

1.20 - Bruits de chantier

Les entreprises devront se conformer strictement à la réglementation en vigueur, relative aux bruits émis par les chantiers.

1.21 - Matériaux - appareils - ouvrages

Il ne sera employé sur ce chantier que des matériaux de premier choix provenant d'usines ou de lieux de production agréés par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage.

Les matériaux, appareils et autres fabrications industrielles, proviendront rigoureusement des usines prévues au devis descriptif. Toutes substitutions effectuées sans accord du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage, seront sanctionnées par un ordre de démolition des éléments construits avec leur reconstruction aux frais de l'entreprise en matériaux, matériels, appareils et autres, conformes à la demande du CCTP.

Si l'entrepreneur propose un autre matériau que celui demandé, il devra recevoir l'agrément préalable du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage, qui jugera, sur présentation d'échantillons et de documentations techniques qui démontre que le matériau ou matériel proposé est rigoureusement conforme à celui prescrit dans le CCTP.

Cependant les équipements ou appareillage des logements et parties communes ne pourront être modifiés, sans validation du Maître d'ouvrage.

Tous ouvrages non conformes aux plans et aux pièces écrites, seront également sanctionnés par un ordre de démolition, aux frais de l'entreprise concernée.

Toutes les conséquences techniques, financières et autres, pouvant survenir par le fait de démolitions d'ouvrages non conformes aux plans et aux pièces écrites, seront supportées par l'entreprise responsable.

Rappel :

D'une manière générale et pour la gestion de la qualité durant l'exécution, la Maîtrise d'œuvre demandera des fiches d'Autocontrôles aux Entreprises.

1.22 - Matériel outillage équipement

Les entreprises ont la charge et la responsabilité d'approvisionner, d'installer et d'entretenir tous matériels, véhicules, outillages et équipements nécessaires à la réalisation de leurs travaux.

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		14/22

1.23 - Traits de niveaux

1.23.1 - Extérieurement

Avant tout commencement d'exécution le Géomètre désigné par le Maître d'ouvrage, devra tracer sur les mitoyens et sur des piquets, un trait de niveau à une cote convenue avec le Maître d'œuvre, ainsi que l'implantation des axes.

1.23.2 - Intérieurement

A l'intérieur du bâtiment et à chaque niveau, il sera tracé un trait de niveau à 1 mètre par rapport au sol fini, d'abord sur les gros murs, les ossatures et les poteaux, ensuite un second trait de niveau après l'exécution des plâtres sur toutes les cloisons de toutes les pièces et parties communes et également à 1 mètre du futur sol fini. L'entrepreneur du lot gros œuvre sera seul habilité à faire ces tracés et seul il devra l'entretien et la révision, si nécessaire, à la demande des entreprises des autres corps d'état, en cas d'effacement.

En aucun cas l'entrepreneur du lot gros œuvre ne pourra refuser de donner un niveau ou d'indiquer un repère sur la demande d'un tiers, quelle que soit sa profession, du moment qu'il a un travail à effectuer sur le chantier.

Le produit pour ces tracés devra donner toute garantie de non-apparition après exécution des revêtements définitifs quels qu'ils soient. Dans le cas contraire l'entrepreneur du lot gros œuvre aura à sa charge tous les frais de réfections éventuelles et toutes les conséquences en découlant.

1.24 - Etudes

Avertissement :

- ***Les plans de détails et de décoration priment sur toutes descriptions.***
- ***Les plans de vente priment sur tous les plans d'exécutions***

Les entreprises feront leur affaire de tout frais ou honoraires d'Ingénieur Conseil, calepineur, ou autres techniciens qu'ils auront du s'adjoindre pour les diverses études et plans d'exécution. Ceci étant entendu que le Maître d'œuvre s'est vu confier par le Maître de l'ouvrage une mission de maîtrise d'œuvre dite "mission de base" au sens de la loi N° 85704 du 12/07/85 et du décret N° 93.1268 du 29/11/93.

L'entrepreneur, avant toute mise en œuvre, devra établir, d'après les plans du Maître D'œuvre, tous plans d'exécution ainsi que les plans d'atelier et de chantier (PAC) et joindre toutes les notes de calculs et notices justificatives

Tous les plans seront exécutés suivant norme P.04.006 et norme P.04.002 s'il y a lieu et suivant paragraphe ci-après.

Il est précisé que, sauf contre ordre du Maître d'œuvre, le non-respect de ces prescriptions obligera le Maître d'œuvre à établir, pour le compte de l'entrepreneur et à ses frais, tous les plans et calques qui seraient non conformes, ainsi également que toutes les reproductions qui seraient nécessaires.

Tous les calculs devront être effectués suivant les règles et normes de calculs en vigueur, applicables aux travaux.

Tous les documents dont il est fait état aux chapitres précédents, devront être remis au Maître d'œuvre par l'entrepreneur 30 jours avant la mise en chantier des ouvrages

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		15/22

correspondants afin que le Maître d'œuvre puisse apposer son visa, en tenant compte du délai qui sera nécessaire pour contrôler et rectifier éventuellement ces documents.

Il est stipulé que le Maître d'œuvre n'aura qu'à constater que les dits documents satisfont aux exigences dimensionnelles, fonctionnelles et esthétiques, définies par ses plans. L'entrepreneur assumant seul la responsabilité de sa conception technique, de ses calculs, sections, dimensions, compositions, dosages, armatures et autres dispositions en résultant. Cette prescription est valable pour tous les corps d'état.

Tous plans de détails non remis par les entreprises aux dates demandées par le Maître d'œuvre, feront l'objet d'une pénalité comme il est prévu au C.C.A.P...

Toutes les entreprises, sans exception, devront remettre au Maître d'œuvre les plans de détails à l'échelle de 1/20^{ème}, qu'il jugera utile de demander pour la bonne compréhension de l'exécution des travaux par l'entreprise devant les exécuter, et pour permettre aux autres corps d'état de connaître toutes les sujétions qui pourraient apparaître par ces détails.

1.25 - Frais de tirages

Il est rappelé que tous les exemplaires des plans et pièces écrites nécessaires à l'exécution et au paiement des travaux sont à la charge des entreprises titulaires des marchés de travaux. Les entreprises devront commander au tireur de plans du Maître d'œuvre tous tirages qui leur seraient nécessaires. Les factures du tireur de plans seront à la charge des entreprises ayant fait appel à ses services.

Chaque entreprise devra fournir 5 jeux de tirages des plans d'exécution pour le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le bureau de contrôle.

L'entreprise générale ou le mandataire commun du groupement aura, à sa charge la reproduction en 10 exemplaires du marché de travaux tous corps d'état.

1.26 - Coordination entre entreprises

Les entrepreneurs des différents corps d'état sont tenus de prendre connaissance des CCTP de l'ensemble des autres corps d'état de façon à :

- Remettre un prix global et forfaitaire
- Assurer une coordination parfaite dans leurs interventions respectives
- Connaître exactement la limite des ouvrages dans leurs propres corps d'état.

Tout entrepreneur, quel qu'il soit, se doit de remettre à tout autre entrepreneur, tous les éléments que ce dernier réclamerait pour la bonne coordination des travaux avec toutes les entreprises, mais chaque entreprise devra remettre en plus tous les renseignements, croquis, dessins et calculs de tous détails qu'il jugera utile et nécessaires pour les autres corps d'état, du fait de ses propres travaux. L'entrepreneur ne donnant pas les éléments nécessaires en temps voulu sera responsable de toutes les conséquences techniques juridiques et financières en découlant.

1.27 - Sécurité sur site

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		16/22

LES ENTREPRISES DEVRONT ASSURER, A TOUT MOMENT, LA SECURITE PUBLIQUE ET CELLE DE TOUS LES OUVRIERS. (Échafaudages, protections...)

Dans le cadre des textes législatifs et réglementaires relatifs au développement de la prévention des accidents de travail, il est rappelé que chaque entrepreneur est tenu de prendre les mesures prescrites par le Code du Travail et les textes pris pour son application en matière d'Hygiène et de Sécurité.

- Code du Travail, titre 3, hygiène, sécurité et conditions de travail,
- Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 : dispositions particulières applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil,
- Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 : intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil

Pour cette opération, un coordonnateur de sécurité, qui a établi le P.G.C. joint au dossier, est nommé :

Le S.P.S. en charge de cette opération est :

DEKRA Conseil HSE

34-36 rue Alphonse Pluchet – BP200
92225 BAGNEUX cedex

Mr. Eric FIMBEL

Tél. : 01 55 48 22 21 – Fax 01 55 48 22 90

E-mail : jeanluc.merten@dekra.com

Les entreprises devront suivre ses prescriptions, le non-respect de ces dernières entraînera l'application des pénalités suivantes :

- Suivant C.C.A.P.

1.28 - Transports et levages

Chaque entrepreneur est tenu d'assurer, à ses frais, ses transports et levages sur le chantier et fournir tous les moyens en hommes et matériels, de toutes espèces, nécessaires à l'exécution des travaux.

Pendant la période où l'entreprise de gros œuvre aura ses engins de levage en service sur le chantier, il pourra, dans le cadre d'une convention inter entreprise, mettre ses engins de levage à la disposition des corps d'état secondaires. Ce service sera assuré aux frais de l'entreprise utilisatrice sur la base d'un montant à l'heure d'utilisation payable directement par l'entreprise utilisatrice à l'entreprise ayant loué son matériel, sans l'intermédiaire du Maître d'œuvre, ni du Maître d'ouvrage.

1.29 - Essais en laboratoire

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		17/22

Fait par Jean-Jacques Tiffonnet

Les entrepreneurs devront faire tous les essais sur leurs matériaux ou ouvrages à la demande du Maître d'œuvre. Le choix du laboratoire doit être validé par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage, les frais inhérents à ces essais étant à la charge des entrepreneurs concernés.

Dans le cas où l'entrepreneur ne s'exécuterait pas par cette clause le Maître d'œuvre ferait faire d'autorité les essais qu'il préconise et les frais relatifs à ces essais seront payés par le Maître de l'ouvrage directement au laboratoire. Le Maître de l'ouvrage se remboursera sur le décompte définitif de l'entreprise concernée le montant payé au laboratoire étant majoré de 10 % pour frais et divers.

1.30 - Compte prorata

Le Maître d'Ouvrage et le Maître d'oeuvre n'auront pas à connaître le détail du compte prorata.

Le mandataire commun ou l'entreprise générale, fera son affaire personnelle de la gestion éventuelle de ce compte vis à vis de ses sous-traitants.

S'il s'agit d'entreprises séparées l'entreprise du lot G.O., assurera la gestion du compte prorata et procèdera à l'élection d'un Comité de contrôle de deux membres parmi elles. Les différentes charges et responsabilités seront suivant la norme NF P 03.001, Annexes A, B et C.

1.31 - Vols - Détournements

En cas de vols ou détournements éventuels de matériaux ou d'ouvrages sur le chantier. Il appartiendra à l'entrepreneur intéressé de faire établir les procès-verbaux par le Commissaire de Police et de se faire indemniser par ses assurances.

Dans le cas où le vol considéré ne serait pas remboursable dans le cadre de la Police d'assurances de l'entrepreneur. Ce dernier restera responsable de lui-même.

1.32 - Echantillons

L'entrepreneur est tenu, dans le mois suivant l'ouverture du chantier, de fournir au Maître d'œuvre et au Maître de l'ouvrage un échantillon de tous les matériaux et ouvrages qu'il propose en fonction des prescriptions des pièces écrites, autres que ceux désigné dans la notice descriptive et qui ne peuvent donner lieu à variante, sans validation du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage.

Certains échantillons seront présentés sur un tableau décoratif pour approbation du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage, et les autres livrés sur place dans un endroit désigné par ce dernier.

La surveillance de ces échantillons sera à la charge de l'entreprise générale, du mandataire ou du lot Gros Oeuvre. En cas de vols voir article ci-dessus.

L'entrepreneur concerné devra obligatoirement le remplacement de l'échantillon lui appartenant disparu ou détérioré.

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		18/22

Les entreprises devront fournir toutes justifications de provenances et de qualités des matériaux. Le Maître d'œuvre pourra faire tous les essais qu'il jugera utile de faire sur les échantillons présentés, essais pouvant aller jusqu'à la destruction de celui-ci. Dans ce cas l'entrepreneur devra le remplacement des échantillons détruits.

1.33 - Trace intérieur

Le tracé de la distribution intérieure sera obligatoirement effectué par l'entreprise titulaire du lot cloisons et sous sa seule responsabilité, en accord avec le lot Menuiserie ou le lot Electricité et tous autres corps d'état intéressé, autant de fois que nécessaire.

1.34 - Echafaudages

L'entrepreneur est tenu d'assurer à ses frais tous les échafaudages et les protections qui lui sont nécessaires pour ses propres travaux ou selon P.G.C..

1.35 - Dispositifs de sécurité

Les entrepreneurs prendront toutes leurs dispositions pour assurer le degré coupe-feu des ouvrages prévus dans leurs lots conformément à la réglementation en vigueur à savoir :

- des murs, des planchers, des conduits, des portes et de tous autres ouvrages et revêtements.

Ils se doivent de vérifier si les indications données à titre de renseignements sur les plans et pièces écrites pour certains ouvrages sont conformes aux règlements de sécurité en vigueur. Dans le cas où les plans et pièces écrites ne donneraient pas tous les renseignements nécessaires ou que ceux donnés ne seraient pas conformes, l'entrepreneur se devra d'apporter toutes les rectifications et adjonctions nécessaires, après validation par le Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage ; l'exécution des travaux devant être impérativement conforme aux dispositions des arrêtés du Permis de Construire et à tous les autres règlements en vigueur.

Les entreprises se devront d'exécuter ces travaux, dans le cadre de leur offre forfaitaire, même s'ils ne sont pas nommément désignés dans les pièces écrites et plans.

Les entreprises se doivent de faire toutes observations sur ce sujet à la remise de leurs offres. Dans le cas où elles ne feraient pas de remarques à la remise de leurs prix elles auront à leur charge, et dans le cadre de leur offre forfaitaire, l'exécution des travaux nécessaires pour être en conformité avec les règlements de sécurité Incendie et autres règlements en vigueur.

1.36 - Essais des installations

Toutes les installations doivent satisfaire aux essais de fonctionnement suivant leur destination, en plus de celles déjà prescrites spécialement dans les pièces contractuelles du Marché.

Toutes les dépenses résultant de ces essais seront à la charge de l'entrepreneur concerné.

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		19/22

Toutes les entreprises devront effectuer, avant réception, tous les essais et vérifications figurant sur la liste établie par le COPREC, et ceci, pour toutes les entreprises dont les technicités et disciplines obligent à cette vérification suivant ces fiches COPREC et en fonction des installations concernées.

Tous les résultats des vérifications et essais seront consignés dans les procès-verbaux par l'entreprise suivant modèle COPREC, et envoyés par l'entreprise pour examen au Bureau de Contrôle en 3 exemplaires. Le Bureau de Contrôle adressera au Maître de l'ouvrage, avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portant sur les procès verbaux remis par les entreprises.

Il est précisé à toutes les entreprises concernées par l'obligation de remettre les procès-verbaux, suivant les fiches COPREC, que tous les frais inhérents aux essais, vérifications et établissement des fiches, établissement des procès verbaux, etc, sont à leur charge et prévus dans le cadre du forfait.

Pour tous les lots concernés, tous les essais seront suivant fiches COPREC n° 1 et 2 voir Moniteur d'octobre 1997.

1.37 - Protection des ouvrages

L'entrepreneur doit garantir les matériaux, les éléments préfabriqués et les ouvrages exécutés de toutes les dégradations et des avaries qu'il pourrait éprouver par suite des intempéries et pour toute autre cause, celui-ci reste responsable de la conservation de tous ses matériaux et ouvrages jusqu'à la réception des travaux, nonobstant les dispositions du C.C.A.P., quant à la garantie après la réception des travaux.

Tous les vols d'appareils, matériaux et dégradations seront sous la seule responsabilité de l'entrepreneur conformément aux articles ci avant. L'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un vol pour retarder l'exécution des travaux ou de réparations car, comme il est dit aux articles précités, il restera seul responsable et il lui appartiendra de prendre toutes ses dispositions pour mettre tous ses outillages, matériaux, etc., dans un dépôt fermé.

1.38 - Brevets

L'entrepreneur ou ses sous-traitants doit avoir la propriété industrielle des systèmes, procédés et objets qu'il emploie. A défaut, il a l'obligation vis-à-vis du Maître de l'ouvrage tant pour ce qui le concerne que pour ses sous-traitants ou fournisseurs éventuels d'acquérir, sous sa responsabilité et à ses frais, toute licence nécessaire relative au brevet qui les couvre.

Il garantit, en conséquence, le Maître de l'ouvrage contre tous recours qui pourraient être exercés à ce sujet par des tiers dans le cas où il serait contesté, soit la propriété industrielle des systèmes ou tous objets, soit le droit de les employer s'ils sont couverts par des brevets.

1.39 - Qualification et Gestion de la qualité

1.39.1- Qualification

Les entreprises et sous-traitant intervenant sur le chantier devront avoir la qualification minimum exigée (Voir C.C.A.P.).

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		20/22

1.39.2- Gestion de la qualité

Chaque entreprise soumissionnaire aura l'obligation de désigner un responsable qualité. Elle devra et aura à sa charge le contrôle et le suivi de ses travaux, l'établissement de Fiches d'Autocontrôles, d'actions préventives et correctives et de conformité avec le dossier (CCTP, plans d'exécution et de détails), que le Maître d'Œuvre d'Exécution pourra réclamer.

1.40 - Témoins techniques et commerciaux

Il sera prévu, la réalisation de "témoins techniques et commerciaux", dans lesquels seront mis en place les différents matériaux et matériels dont l'utilisation est prévue dans le cadre de la présente construction.

Tous les corps d'état auront à fournir et installer les matériaux et matériels prévus à leurs marchés.

Les Entreprises des différents lots auront à leurs charges l'équipement complet de l'ensemble de ces ouvrages témoin pour toutes les prestations qui sont à leurs incombances dans ces locaux, y compris tous les équipements techniques.

Ces ouvrages seront à modifier en fonction des remarques de la Maîtrise d'œuvre et du Maître d'ouvrage, jusqu'à l'obtention de la levée de toutes réserves. Ils seront laissés en place jusqu'à la fin du chantier.

Les Entreprises auront à la charge la réfection éventuelle et le nettoyage des témoins pour la livraison globale de l'opération.

1.41 - Fourniture des documents par l'entrepreneur

Au plus tard un mois avant la réception des travaux l'entrepreneur devra fournir au Maître de l'ouvrage une documentation technique complète conforme à l'exécution, sur les ouvrages réalisés par lui et ce par l'intermédiaire du Maître d'œuvre, soit :

- Les plans d'ensembles et de détails architecturaux.
- Les plans et étude de structure (coffrage, ferrailage, approuvés par le Bureau de Contrôle).
- Les plans et notices des corps d'état techniques, (plomberie, chauffage, électricité, climatisation, détection incendie, extinction incendie, téléphone), et tous autres corps d'état le nécessitant fourniront les schémas d'installations sur plans avec indications des appareils des puissances, des sections, des robinets, des interrupteurs, etc...
- Une notice de fonctionnement et d'entretien en langue française pour les corps d'état : chauffage, ascenseur, électricité, plomberie, et tous autres corps d'état le nécessitant.
- Références des appareils de type spécial et de certaines de leurs pièces en vue de leur remplacement éventuel, indiquant leur désignation exacte et le nom et adresse des fournisseurs.

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		21/22

Les dispositions du présent article viennent en plus de celles données dans les CCTP de chaque corps d'état. Les documents indiqués à l'alinéa ci-dessus devront être fournis en 4 exemplaires dont un reproductible **(C.D. ROM)**.

Aucun décompte définitif ne sera payé à l'entrepreneur sans la fourniture des pièces demandées au présent article.

Complétant les dispositions du présent article il est entendu qu'en fin de travaux les plans de récolements, eau, gaz, électricité, chauffage, climatisation, et autres corps d'état, et en général tous les plans d'ouvrages particuliers nécessaires à l'exploitation, au bon entretien ou aux modifications dans le temps, doivent être remis au Maître d'œuvre sur support informatique accompagné d'un tirage papier. Il en est de même pour les notices d'utilisation, d'entretien et titre de garantie des appareils et matériels.

P.CE TECH le :	Indice A	Indice B	Indice	Page
JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MAI 2011		22/22